



Bruxelles, le 12.12.2022  
C(2022) 9538 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 12.12.2022**

**relative au financement du plan d'action annuel 2022 en faveur de la République de  
Guinée**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 12.12.2022

## relative au financement du plan d'action annuel 2022 en faveur de la République de Guinée

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel 2022 en faveur de la République de Guinée, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : transition et économie verte (domaine prioritaire 1), développement humain et gouvernance (domaine prioritaire 2) et gestion de la migration (domaine prioritaire 3).

---

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République de Guinée C(2021) 9453 final du 16.12.2021.

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel 2022 à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 programme géographique « Afrique subsaharienne » consistent à renforcer la stabilité du pays par la consolidation d'un modèle démocratique, la création d'opportunités économiques permettant d'offrir des relais de croissance inclusive avec des emplois décents et le respect des valeurs fondamentales et des principes communs à l'UE et ses États membres.
- (6) L'action 1 intitulée « Programme d'appui à la transition politique en République de Guinée » vise à créer un cadre préférentiel pour le soutien de l'UE sur les éléments clés du processus de transition menant à l'installation d'un gouvernement légitime à la suite d'élections libres, inclusives et crédibles. L'action suivra l'approche la plus souple possible. Si le processus de transition évolue dans la bonne direction, et qu'un accord politique est trouvé avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les composantes de l'appui institutionnel seront bien mises en œuvre. Au contraire, si le processus échoue, l'action se concentrera davantage sur le soutien à la société civile.
- (7) L'action 2 intitulée « Appui à l'Entrepreneuriat Féminin » a pour objectif l'autonomisation économique des femmes entrepreneures à travers le soutien aux initiatives entrepreneuriales portées par les femmes en particulier en Basse-Côte (partie Sud de la Guinée Maritime ou Basse Guinée) et en Guinée forestière, et le renforcement des acteurs de l'écosystème public-privé sur les dimensions genre. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte la contribution d'autres bailleurs de fonds, conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de la convention correspondante. Lorsque cette contribution n'est pas libellée en euros, il y a lieu d'en donner une conversion estimative raisonnable.
- (8) L'action 3 intitulée « Facilité de Coopération et de Communication » vise à optimiser l'efficacité de l'aide au développement européenne afin de soutenir un développement socio-économique durable dans le pays, ainsi que renforcer les intérêts et les positions de l'UE en Guinée.
- (9) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (11) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- (12) À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>5</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

---

<sup>5</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le plan d'action*

La décision annuelle de financement pour la mise en œuvre du plan d'action annuel 2022 en faveur de la République de Guinée, présenté dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) « Programme d'appui à la transition politique en République de Guinée » présentée dans l'annexe 1;
- (b) « Appui à l'Entrepreneuriat Féminin » présentée dans l'annexe 2;
- (c) « Facilité de Coopération et de Communication » présentée dans l'annexe 3.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 39 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

- (a) ligne budgétaire 14.020120 – Afrique de l'Ouest 39 000 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, aux points 4.4.4, 4.4.5, et 4.4.6 et 4.4.7 de l'annexe 1 et au point 4.4.1. de l'annexe 2.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>6</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les

---

<sup>6</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément aux points 4.4.1, 4.4.2 et 4.4.3 de l'annexe 1.

Fait à Bruxelles, le 12.12.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*